

Art. 4 Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5 Onze Minister die de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 april 2000

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. DUQUESNE

Art. 4 Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5 Notre Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses compétences, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 avril 2000

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
A. DUQUESNE

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 2000/27249]

Protection du patrimoine

GENAPPE. — Un arrêté ministériel du 20 mars 2000 classe comme monument les façades, toitures et vitraux de la Chapelle du Chantelet à Vieux-Genappe, conformément aux dispositions des articles 196 à 204 et 206 à 207 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Une zone de protection est établie aux abords, conformément aux dispositions de l'article 209 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

LIEGE. — Conformément aux dispositions des articles 193 à 195 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine, un arrêté ministériel du 28 janvier 2000 rectifie l'arrêté ministériel du 22 novembre 1999 inscrivant sur la liste de sauvegarde, en raison de ses qualités architecturales, l'immeuble des pharmacies populaires liégeoises, y compris l'officine située au rez-de-chaussée et son mobilier, rue Souverain Pont 46

[C - 2000/27250]

Aménagement du territoire. — Remembrement

Loi du 22 juillet 1970 – Article 4

Par arrêté ministériel du 10 avril 2000, il est décidé :

— de procéder à une enquête sur l'utilité du remembrement de l'ensemble des biens situés sur le territoire de la commune de Sombreffe (1^{re} div. Sombreffe, 2^e div. Tongrinne et 4^e div. Ligny);

— de déléguer les fonctionnaires de la Direction générale de l'Agriculture – Division de l'Office wallon de Développement rural – Direction de Namur – qui ont été désignés à cette fin, pour solliciter et recueillir les renseignements visés à l'article 5 de la loi du 22 juillet 1970 relative au remembrement légal des biens ruraux;

— de désigner ces biens comme étant susceptibles d'être remembrés.

Cet arrêté entre en vigueur, en ce qui concerne les deux premiers points, dix jours après sa publication au *Moniteur belge*, et en ce qui concerne le troisième point, quarante jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Loi du 22 juillet 1970 – Article 12

Par arrêté ministériel du 4 avril 2000, il a été décidé qu'il y a lieu de procéder au remembrement de l'ensemble des biens situés sur le territoire des communes de Hotton (1^{re} div. Hotton, 2^e div. Fronville et 4^e div. Marenne) et de Erezée (4^e div. Soy).

Ce remembrement est dénommé : remembrement « Hotton ».

Le comité de remembrement est composé comme suit :

président : M. Philippe Duchêne;

président suppléant : M. Patrick Van der Smissen;

membres effectifs : MM. Daniel Colassin, Jean-Marie David, Joseph Gérard, Fabian Lambeaux, Pierre-Marie Neyts et André Ouinet;